

Chers camarades,

Notre meeting d'aujourd'hui pour la défense de la presse en Alsace et dans le grand Est, s'adresse à l'ensemble des salariés de la presse et de l'information, et bien au-delà à tous les citoyens attachés à la liberté, à la démocratie.

Et si nous nous retrouvons devant les Dernières Nouvelles d'Alsace comme nous nous étions regroupés, solidaires, cet été à Paris Normandie et à l'Union de Reims, c'est bien parce que nous sommes déterminés à continuer notre combat pour l'information et pour ses emplois.

Car le traitement infligé aux titres d'informations politiques et générales – qu'ils s'agissent de ceux de la PQR, de la PQD, de la PQN, ou des magazines - ne dépend pas d'un patron en particulier, si odieux et insultant soit-il (citation Michel Lucas dans le magazine XXI).

Tous les patrons sont coalisés autour du gouvernement, aujourd'hui encore en accord parfait pour soumettre l'information au dogme libéral unique en cours, qui leur semble également valable pour l'hôpital, l'école, le service public, le logement, la sidérurgie, l'automobile ou la santé.

Ils sont en accord sur quoi ?

- augmenter la compétitivité ;
- réduire les coûts de production ;
- concentrer ;
- remplacer les hommes par les machines, au nom de la nouvelle religion du numérique.

L'air est désormais bien connu, et les preuves de l'échec de cette pseudo-politique économique sont apportées chaque jour.

Pourtant ce sont bien ces termes dont Sarkozy a fait un décret pour l'information, en avril 2012. Un décret que le nouveau pouvoir n'a pas aboli.

Les dégâts actuels subis par l'information en découlent.

Elle n'est ni malade du numérique ni anémiée parce qu'elle a une mine de papier imprimé.

Non ! Entre eux, dans le secret, patrons de l'information et gouvernement s'entendent sans discontinuer pour détruire jusqu'au moindre vestige des cadres de régulation qui protégeaient la presse et l'information des violences et des excès du marché.

Telle fut la croisade lancée par Sarkozy en 2008, lors de ce qu'on a appelé bien malencontreusement « les états généreux de la presse ». Ils n'ont été généreux que pour les grands patrons : dès ce moment, l'Etat, s'autoproclamant stratège, a entrepris de créer un ou deux groupes d'informations dominants, et décidé que l'information ne serait libre qu'à la condition expresse d'être rentable.

Il s'agit bien de très grands patrons, Rossel-Crédit Agricole, Niel-Free-BNP, Crédit Mutuel, Bolloré et Bouygues pour les gratuits, Dassault-Le Figaro, Arnault-Les Echos, etc.

Le rapport du député Françaix vient de rendre public que les aides à la presse ne bénéficient qu'aux plus grands groupes. D'ailleurs, qu'y a-t-il de plus habile, en effet, pour ces grands patrons que de courir les ministères afin de leur soutirer, en plus de ces aides, des subventions pour le portage ou pour la formation, vite fait étouffées dans la consolidation des comptes d'exploitation.

Sans effet aucun pour le soutien à la presse, ses lecteurs et ses emplois.

En témoigne le capharnaüm dans la distribution de la presse.

C'est un accord tripartite, tenu secret jusqu'à présent, passé entre le gouvernement, la direction de Presstalis et les patrons de presse qui a lancé une machine de destruction de la distribution régie par la loi Bichet et un barème de péréquation bénéficiant aux petits éditeurs.

Presstalis est condamnée sans appel, et avec elle des centaines d'emplois. Pourquoi ? Parce que le volume de papier imprimé diminue ? C'est un fait important, mais leur raison réelle n'est pas là !

Il a été décidé, là-haut, que Lagardère Hachette devait s'extraire de son rôle d'opérateur, et qu'après lui il ne serait pas possible de donner ce rôle à un autre organisme. Dans quel but ? Comme l'ont décidé les états généraux de 2008, ce que nous a confirmé le représentant du groupe Rossel cet été, « moins on sera autour de la table, plus le gâteau de la presse sera juteux ! »

Comment mieux élaguer les branches de la presse qu'en la privant d'une distribution coopérative et solidaire ? Optimiser la concurrence entre titres et groupes par une distribution à leur frais, c'est pousser à la disparition des plus faibles. De cette sélection par l'argent, la naissance du groupe dominant en sera accélérée, espèrent-ils.

Pour cela, ils ont été jusqu'à neutraliser la loi Bichet en 2011 et à consentir que les présentoirs de presse n'offriraient plus à la vue du client que les titres a priori vendables ! Parallèlement, des centaines de points de vente ont été rayés de la carte de la distribution.

Eh bien ! Nous, Filpac CGT, nous disons que la distribution de la presse d'information politique et générale imprimée peut disposer dès demain d'un opérateur qui l'organise : nous constatons que La Poste traite 25% de la presse imprimée. En quoi ne serait-elle pas un candidat valable, relevant le défi de l'abandon de Lagardère Hachette ?

En ce moment se négocient les missions de service public de La Poste. La distribution des titres d'information politique et générale, relevant de l'application concrète de la liberté de circulation des opinions et des idées, peut fort bien trouver le point d'appui qui lui fait défaut. Peut-être y a-t-il d'autres propositions. Mais enfin, nous à la CGT, nous affirmons que ce n'est pas Hachette ou le chaos, tout ça parce que l'héritier Lagardère veut rentrer dans ses sous et que les éditeurs se lancent entre eux dans une concurrence sans merci !

Sinon, la distribution, laissée aux mains des grands patrons, va devenir une assistante de la Grande Faucheuse, qui a déjà emporté France Soir et La Tribune. Demain c'est la mort assurée faute de distribution d'un grand nombre de journaux et de périodiques.

L'information en sortira durablement mutilée.

Et puis, qu'on cesse de nous matraquer avec cette fausse évidence, « le papier imprimé est mort » ! C'est du bluff !

Ce qui nous apparaît, c'est l'accélération des transactions financières autour du papier : Hersant fuit en Suisse, et y construit à grande vitesse un groupe de presse papier. Ce dont il ne veut plus dans les DOM TOM comme en métropole (Paris Normandie, Nice Matin, L'Union) trouve acquéreur dans la seconde qui suit.

Et que dire de ce banquier si avisé, Michel Lucas, qui investirait dans le papier sans escompter en tirer profit ?

Les concentrations ne sont pas terminées. L'embarquée grotesque et sérieuse nommée Tapie n'y change rien. Il s'agit pour les patrons de concentrer les titres de propriété du papier, pas de le faire disparaître.

Mais alors, le numérique ? C'est une terre d'aventures sauvages.

Quand le nouveau média Internet a surgi des entrailles de l'informatisation de la société, qui, elle, a débuté dès les années 70, nulle contrainte légale ne lui a été imposée, contrairement à la presse, la radio et la télé.

Si bien que, très facilement, des géants, en quelques années, se sont constitués en quasi monopoles mondiaux. Ils ont nom Google, Yahoo, Microsoft, Cisco, etc. Même le plus modeste fournisseur d'accès à Internet peut snober la responsabilité de ce qu'il héberge ou édite ou bloquer les référencement des sites de presse comme bon lui semble.

Conséquences ?

Les procès se multiplient entre éditeurs et Google, notamment. Rien n'est réglé en matière de propriété intellectuelle, de rétribution du créateur donc. Quant aux aides à la presse numérique et à la labellisation de l'information sur le web, leur domaine est celui du balbutiement.

Il se déverse sur le Net un flot de données dont à peine 2 ou 3% peuvent être qualifiés d'informations réelles et sérieuses. Le bombardement instantané de news montre que le souci n'est pas d'informer, mais de retenir quelques brefs instants l'attention de l'internaute.

Le sentiment d'information l'emporte sur son contenu. Le numérique actuel, c'est l'économie de l'attention, pas de l'information.

Les patrons de l'information, eux, sont obnubilés par le Pactole de la publicité, ce fleuve de la mythologie de la Grèce antique qui charriait de l'or en paillettes. Pour eux, rien ne compte tant que la pêche à la publicité sur le Net.

C'est ça qui les fait courir. Mais c'est là que l'aventure commence : comment peuvent-ils espérer entrer en concurrence sur la pub avec les géants du Net, et circonvenir en même temps leur source de profit, le papier imprimé, dans lequel ils disent ne plus vouloir investir ?

Tous se lancent dans la course, combien en rattrapperont ? Ils ne savent pas où ils vont, mais l'Etat stratège azimuthé sur le numérique les pousse à y aller. Certains, comme le groupe Le Figaro ou Rossel-Voix du Nord-L'Union, espèrent en tirer 40-45% de leur chiffre d'affaires. Mais le gros de la troupe n'y survivra pas.

En réalité, ce qu'on nomme de manière elliptique « le numérique » leur sert d'habillage idéologique.

Ce qui serait archaïque au regard du moderne Internet ? Les salariés, leur statut, leur solidarité, leurs qualifications professionnelles, leur attachement à l'information.

Ce qui serait moderne ? Passer du service de l'information au service d'un réseau numérique, qui ne connaît ni périodicité ni exigence légale. L'information ne serait plus cet exposé minutieux des faits et de leur commentaire, mais une donnée informatique qui doit aller à la vitesse inhumaine de la nanoseconde.

En somme, le média Internet est capturé par une idéologie libérale qui le présente à la fois comme le moyen de sortie de crise grâce aux Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication, et creuset d'une data-information dépolitisant l'ancienne, la réduisant à la capture du temps de cerveau disponible pour consommer sur le Net.

Nous affirmons ici l'extension du domaine de la bataille de l'information au Net et à tous les supports existants. Il n'y a pas de match papier contre numérique, mais une cause juste, celle du droit à l'information.

En vérité, la numérisation s'empare des procès actuels de fabrication : la mise en réseaux des rédactions et de tant d'autres services opère une dématérialisation de l'entreprise de presse, en même temps qu'elle optimise des gains de productivité moissonnés par le seul propriétaire, qui ne réinvestit que pour rationaliser, supprimer des éditions, opérer des regroupements de titres.

C'est bien ce à quoi nous sommes confrontés ici en Alsace comme dans tous les pôles régionaux que le Crédit Mutuel a constitués comme autant de terrain propice d'après lui à la concentration.

L'information s'en trouvera de nouveau mutilée au détriment de la richesse de la vie Culturelle, économique et sociale des territoires qui ne peut aucunement se réduire à la région administrative.

Et l'imprimerie, là-dedans ? Une branche industrielle désuète ? Gutenberg au musée ?

Les principes de management libéral, filialisation et externalisation, conduisent nos patrons de presse, qui n'ont oublié de commettre aucune erreur stratégique en matière d'impression, à courir deux buts à la fois :

- concentrer les unités selon une mutualisation ordonnée par un rapport de stratégies gouvernementaux, experts en tout, surtout en déprédations sociales.
- s'en séparer éventuellement, considérant que l'imprimerie doit devenir rentable par elle-même, au moment où ils affirment leur foi inébranlable dans le numérique !

Aussitôt les appétits s'aiguisent !

Les patrons de l'imprimerie de Labeur, ayant organisé entre eux une concurrence mortelle au moins disant tarifaire, se proposent de récupérer la charge de travail des imprimeries de presse d'information politique et générale sous couvert de soudaines compétences dans le domaine de l'imprimerie numérique. Par leur syndicat nommé UNIC, ils reçoivent de l'actuel gouvernement la sainte mission d'explorer les pistes de l'impression numérique. Ils lorgnent en fait sur la charge de travail et la baisse du prix de la force de travail.

Les patrons de presse, désormais réduits à quelques groupes aux frontières provisoires, ne veulent ni de leur concurrent UNIC ni continuer d'entretenir un parc machines dans lequel, pourtant, les gains de productivité ont été considérables. En PQR, vont-ils procéder à quelques-uns d'entre eux à une mise en commun des moyens ? Au sein de chaque groupe ? Quoi qu'il en soit, ils s'appêtent tous à passer des accords compétitivité emploi sur fond de concentration.

Pour desserrer l'étreinte opérée par la concurrence de l'UNIC et la volonté des patrons de presse de concentrer, voire d'externaliser, suivant le plan gouvernemental, la Filpac CGT a décidé d'élaborer son propre plan pour l'imprimerie. De notre point de vue professionnel et syndical, il s'agit :

- de consolider le lien entre informations politiques et générales et moyens d'impression à leur service.
- d'avancer un projet concret de mise en réseau de ces imprimeries, de façon à déjouer les pièges de la concentration sauvage et de la concurrence sans fin.
- de garantir à tous les titres d'IPG des moyens industriels indispensables à leur existence.

Avancer cette idée revient-il à avoir une vision sectorisée de la bataille pour l'information ? Non c'est l'inverse. Au centre de notre démarche se situent plusieurs exigences globales, indissociables, qui animent notre campagne syndicale :

Une remise à plat globale de la situation de l'information et de la presse en particulier doit être effectué.

L'occasion immédiate en est fournie par le réexamen des aides à la presse, dont F. Hollande a révélé l'intention lors de ses vœux à la Profession. Le tropisme obsessionnel vers le numérique doit être remplacé par le souci de l'indépendance et du pluralisme de l'information sur tous ses supports.

Nous revendiquons un cadre national de négociations et de débats sur cette question des aides, qui doit être traité en écartant de façon nette l'option libérale inscrite au cœur du décret sarkozyste adopté à la hâte en avril 2012, juste avant son réjouissant départ.

Il n'est pas une seule raison pour que ce gouvernement dispose de fonds publics qu'il distribuerait à la fois selon le dogme libéral précédent et selon les conseils d'experts blottis dans les think tanks, organisés en lobbys.

Il n'est pas de raison pour laquelle les salariés de l'information et leur syndicat ne soient pas représentés.

Ces échanges, ces débats et ces négociations doivent déboucher sur l'élaboration d'une loi fondamentale pour l'information.

Elle offrira une base légale à la nécessaire rupture entre d'une part les forces industrielles et financières qui la dominent et d'autre part les sociétés d'information.

Nous ne nous satisfaisons pas de l'illusion de l'information, de sa mise en spectacle, en somme de ces stratégies qui couvrent son changement de nature où n'est prise en considération que sa valeur marchande, bref sa confiscation par le marché.

La simple affirmation selon laquelle la société de l'information est advenue par la simple mise en réseau de tous les ordinateurs nous apparaît comme une supercherie. L'espace public est à reconquérir, confisqué aujourd'hui par des médias hors de portée de la loi du seul fait qu'ils appartiennent à des groupes surpuissants, sans lien et sans contrainte avec la lettre et l'esprit du bloc de constitutionnalité en vigueur.

Nous ne pèserons que par nos luttes

Sur toutes les questions d'information, d'emplois, de qualification, de salaire, de formation, nous ne sommes écoutés que quand nous sommes mobilisés.

C'est l'expérience qui nous dicte cette affirmation. La seule fois, la seule dans la période récente, où nous avons été sinon écoutés du moins entendus, c'est quand, le 4 juillet 2012, nous avons opposé une grève nationale aux prétentions de Rossel à licencier par centaines les collègues et camarades de Rouen et du pôle Champagne Ardennes Picardie.

Nous avons ainsi, très tôt, fait le test concret de l'attitude du nouveau gouvernement, qui, sur le fond, n'a pas rompu avec le précédent. Nous sommes certains que toutes nos analyses, si justes soient-elles, toutes nos propositions, si pertinentes soient-elles, n'auront de poids que si elles reposent sur une vaste mobilisation.

Et les faits nous ont donné raison : la dette du groupe Hersant, sur laquelle reposait l'exigence de Rossel à licencier a priori des centaines de salariés, cette dette a été miraculeusement effacée dans la transaction obscure entre le gouvernement, Rossel et Tapie.

Oui, oui, nous disons bien qu'un pool bancaire de 17 confrères à Michel Lucas a effacé deux centaines de millions d'euros pour permettre la vente de Nice Matin et La Provence.

Nous avons bien fait de résister à ce chantage emploi/contre dette. D'autant que malgré ses dettes d'hier, la famille Hersant, a trouvé moyen de mettre 50 millions d'euros sur la table, pour moitié par ce vieux cheval de retour de la grande truanderie, Tapie.

Nous sommes ici aujourd'hui pour créer les conditions de la poursuite de cette mobilisation. Par un travail de conviction auprès de tous les salariés de toutes les catégories. Rien ne remplacera nos explications, surtout à l'heure où une direction nationale de la CFDT croit bon jouer le rôle du syndicalisme de complaisance à l'égard et du gouvernement et du patronat.

Nous voulons forcer le blocus mis par le patronat contre l'ouverture de négociations qui, aujourd'hui, ne se tiennent ni à l'échelon des syndicats patronaux, ni à celui des groupes. Les patrons de presse sont comme leurs frères du Medef : c'est leur programme et rien d'autre.

Tout juste tolèrent-ils, mais seulement au niveau de l'entreprise, la négociation de contrats, compétitivité emploi, ou l'acceptation par d'autres voies du fait fondamental pour eux : nous devrions payer leur crise par la destruction de nos emplois, de notre protection sociale, de nos salaires.

Il est temps de préparer ensemble un nouveau 4 juillet, par l'échange le plus large et le plus ouvert avec tous les salariés de tous les titres de la presse française quel que soit leur secteur d'activité.

Tout ce qui a été engagé aux DNA et à l'Alsace comme moyen militant pour organiser ce meeting,

Tout ce qu'ensemble nous allons continuer à faire dans les jours et les semaines qui viennent pour renforcer la cohésion de notre organisation et construire inlassablement l'unité la plus large. Tout cela contribuera à la réussite des objectifs syndicaux.

Alors, notre slogan fédéral, nous ne pèserons que par nos luttes, sera réellement mis au compte de la bataille pour l'information, pour nos emplois, pour l'avenir.

Au nom de la Filpac-cgt je vous remercie.

Vive la CGT